



La mauvaise foi fait parfois bon ménage avec l'inutilité : il en va ainsi du plan Espoir Banlieues conçu par Fadéla Amara. Mauvaise foi, parce que ce catalogue 2008 de la cohésion sociale procède du détournement indélicat de procédures préexistantes. Détournement de la rénovation urbaine des quartiers. Détournement des chantiers de désenclavement des quartiers, dont les 500 millions d'Euros voués au financement des transports collectifs seront ponctionnés sur le fameux Grenelle de l'environnement.

Inutilité, parce que les mesures sociales ne suivent pas : du «coaching» pour une poignée de jeunes, des effets d'annonce émanant de quelques entreprises du CAC 40, des navettes de bus vers les lycées élitistes...

Inutilité, en prétendant régler la question du cadre vie par la mise à l'amende des bailleurs sociaux, au moment où nous négocions ferme avec eux sur la qualité du service... Démagogie et amateurisme inspirent donc Espoir banlieues, mais le tapage médiatique dissimule un calcul plus concret : l'escamotage de la Dotation de Solidarité Urbaine, la DSU en jargon technocratique. Cette DSU, Jean-Louis Borloo avait tenté de la renforcer en faveur des communes les plus déshéritées. Sans pavoiser, mon ami Claude Vazquez, maire de Grigny (91), pouvait dès lors escompter quelques subsides supplémentaires dans les années à venir. Espoir banlieues va sans doute éteindre cette mince espérance de redistribution, dont nous réclamons avec force l'instauration équitable entre territoires riches et territoires pauvres. En lieu et place d'une DSU, c'est en effet un régime de subvention que l'on fomenté à Matignon : une subvention malléable, révisable, discrétionnaire. Or, nous sommes élus pour porter des projets collectifs, de longue haleine, pas pour faire antichambre à Bercy en montrant patte blanche pour glaner des subventions.